Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2023)

Heft: [1]: Numéro Thématique 1

Artikel: La communauté russe de la Suisse face à la guerre en Ukraine

Autor: Sikorsky, Nadia

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1055350

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Au début de la guerre, en Suisse, des manifestations et démonstrations ont eu lieu chaque semaine – comme ici sur la place de Neuve à Genève. Photo © Auteur.

Humanitaire

La communauté russe de la Suisse face à la guerre en Ukraine

Nadia Sikorsky

Rédactrice-en-chef de NashaGazeta.ch

epuis novembre 2007, quand Nasha Gazeta, le premier journal online russophone en Suisse a vu le jour, on me pose des questions sur la « communauté russe» auxquelles il m'est toujours aussi difficile de répondre. Premièrement, il faut distinguer «Russes» et «russophones» et, deuxièmement, les statistiques sont floues. Dans le cadre du recensement fédéral de 1860, les Russes ont été regroupés dans la même colonne que les Polonais, les Suédois et les Danois; ils étaient alors 911 en tout. En 1888, les Russes, placés dans une colonne individuelle, représentaient 1'354 personnes. En 1910, le recensement fédéral affichait 8'458 habitants venus de la « Russie d'Europe ». En 1991, à la fin de l'Union soviétique, les ressortissants de cet immense pays n'étaient en Suisse que 2'761 selon l'OFS. Depuis, les citoyens russes arrivant en Suisse n'avaient plus l'obligation de s'enregistrer auprès des consulats à Genève ou à Berne; en conséquent, ces missions diplomatiques ne disposent plus des chiffres fiables. En 2000, l'OFS comptait 6'812 Russes. En 2021 ils étaient 16'717, suivis par 7'135 Ukrainiens, 3'271 Lithuaniens, 3'031 Lettons, 1'263 Biélorusses, 1'988 ressortissants des pays d'Asie centrale, 1'093 Estoniens, 911 Géorgiens, 833 Azéris et 776 Arméniens. Tous parlent le russe. Tous sont mon lectorat cible. A ces chiffres, il faut rajouter des binationaux, qui sont de plus en plus nombreux et qui comptent comme « Suisses ». J'en suis moi-même un exemple.

Le terme «communauté» est, à mon avis, difficilement applicable à cette masse des personnes car ces Russes/russophones en Suisse, unis par la langue et la provenance géographique, sont désunis par tout le reste. Je les vois plutôt comme des «groupes par intérêts»: on peut rencontrer les uns à une conférence au Cercle russe de l'UNIGE et les autres — au «Bal russe» au Beau-Rivage Palace à Lausanne. Ces groupes se croisent rarement.

J'observe cette communauté (gardons ce terme pour simplifier les choses) depuis 15 ans et base mes conclusions sur les discussions directes mais surtout sur les commentaires laissés sur le site www.nashagazeta.ch et ses pages dans les réseaux sociaux: nous sommes suivis par presque 15'000 lecteurs. Ces opinions exprimées dans l'espace publique peuvent servir de baromètre – sous toutes les réserves communes pour les réseaux sociaux où les plus bruyants, agressifs et conflictuels sont les plus visibles. Un

baromètre un peu déformant donc, mais donnant tout de même une idée de la température de cette communauté, rarement ambiante.

Avant d'arriver à la situation courante, je me permets de revenir aux deux moments de l'actualité suisse, quand les avis de mes lecteurs m'ont particulièrement marqué. D'abord, en 2009, quand ils ont tous soutenu la votation des Suisses contre la construction des minarets. Puis, lors de la pandémie du COVID-19, quand ils étaient très nombreux à partager des théories du complot et appelaient au boycott de la vaccination. En revanche, les deux événements majeurs qui, logiquement, auraient dû les toucher d'avantage — la guerre entre la Russie et la Géorgie en 2008 et l'annexion de la Crimée en 2014 — ont suscité beaucoup moins d'émotions, bien que Nasha Gazeta les ait amplement couverts, toujours à travers le prisme suisse.

Le 23 février 2022 j'ai écrit un article « Le mat diplomatique », consacré à la réaction de la Suisse à la reconnaissance par la Russie de l'indépendance des républiques autoproclamés de Donetsk et Louhansk, ainsi qu'à l'annulation par la suite de la rencontre entre Sergueï Lavrov et Anthony Blinken prévue à Genève. Ce jour-là le Conseil fédéral a décidé de ne rien décider, informant seulement que la Suisse ne devrait pas être utilisée pour contourner les sanctions de l'EU contre la Russie. « Ceci n'est-il pas encore la guerre? », posais-je la question et répondais: « Non, pas encore », tout en appelant aux habitants de la Russie et de l'Ukraine à ne pas céder aux provocations, à éviter la guerre par tous les moyens.

Cet article devait paraître à 7h00 le 24 février. En me réveillant à 5h30 j'ai appris que l'« opération spéciale militaire » avait été déclenchée. J'ai eu le temps d'ajouter quelques lignes à mon texte, en le terminant par: «Et si la guerre est pour aujourd'hui déjà?» J'avoue que je ne pouvais pas encore croire qu'elle avait déjà commencé. Nous connaissons la suite.

Aucun autre média russophone en Suisse n'a pris une position aussi immédiate et claire que celui de *Nasha Gazeta*: contre la guerre et contre la haine. Dans les mois qui ont suivis, il m'a fallu beaucoup de sang-froid pour garder le ton calme, pour rester objective dans la mesure de possible, pour continuer à appeler au sens commun et pour ne pas simplement annuler l'option «commentaires», bien que j'aie été plusieurs fois tentée: il ne faut pas oublier que la guerre en Ukraine est

la première avec l'utilisation des réseaux sociaux en tant qu'arme à part entière.

L'avalanche des commentaires des plus abjects et injustes ne s'est pas fait attendre: les lecteurs ont perdu toute la notion de mesure. En somme, on nous a traité, ma collègue et moi, de traitres de la Russie d'un côté et accusées d'être payées par Poutine de l'autre: la notion de neutralité est étrangère à tous les ressortissants de l'ex-URSS – ils n'y voient pas d'utilité. Pendant que certains Russes, pas très nombreux, manifestaient contre la guerre à la Place des Nations à Genève ou devant l'ambassade de Russie à Berne en brandissant des pancartes avec « La Russie n'est pas Poutine », d'autres menaient des batailles verbales d'une brutalité inouïe, en hurlant « Et où étiez-vous depuis 2014 quand on oppressait nos frères dans le Donbass? Ou quand on les brulait à vif à Odessa? »

A plusieurs reprises, j'ai dû menacer de bannir certains commentateurs, tellement ils débordaient. Plusieurs de nos textes ont provoqués des réactions vives et contradictoires, notamment les interviews avec un ancien diplomate russe qui a dénoncé la guerre et a demandé asile en Suisse, ou avec son compatriote-déserteur qui a fui la Russie après l'annonce de la mobilisation partielle le 21 septembre. Et même quand j'ai annoncé que l'Ambassade russe à Berne m'avait déclarée russophobe, il se trouvaient ceux qui s'en réjouissaient, tout en restant nos lecteurs quotidiens fidèles. Hélas, nous n'avons plus revu ces lecteurs bienpensants et bienveillants qui, ayant timidement placé les petits cœurs contre l'annonce de mon inclusion dans le « Forum des 100 », se sont aussitôt retiré.

Endoctrinés d'abord par l'église orthodoxe, puis par l'idéologie communiste ou les deux à la fois, les Russes se sont trop habitués à suivre les opinions dictées par le pouvoir et relayés par les médias officiels. Pleins de certitudes, ils ne sont pas prônes au dialogue et ont beaucoup de mal à écouter et à respecter l'opinion de l'autrui.

En plus de mes lecteurs russophones habituels très exaltés, j'ai eu affaire, surtout pendant les premières semaines de la guerre, à des «trolls»: ces individus volontaires ou payés qui cherchent l'attention par la création de ressentis négatifs, par la génération de polémiques futiles. Ma collègue et moi avons assez vite appris à les reconnaitre et à les neutraliser. A ma grande surprise, je pense avoir croisé un troll parmi mes lecteurs francophones qui suivent mon blog «L'accent russe» dans Le Temps. Sous l'avatar «Right or wrong my country » et se présentant comme un « capitaine dans l'armée suisse », il tenait des propos pour le moins étonnants sur les déserteurs russes. Il a été vite remis à sa place par d'autres commentateurs. «Aucun intérêt à parler avec un lâche », a commenté ce même texte une de mes lectrices russes. Cette dame, qui habite Genève, a affirmé auparavant: «Je vote UDC. Je suis chrétienne orthodoxe et fière de l'être ».

Les hostilités verbales se sont calmées avec le temps: les humains s'habituent à tout. Les manifestations sont devenues de plus en plus rares, elles aussi. Mais la fissure dans la communauté russophone en Suisse, la même qu'en Russie elle-même, reste très profonde: beaucoup de mes connaissances ont coupé les contacts avec des membres de leurs familles ou des amis d'enfance, à cause de désaccord idéologique. Car un désaccord, il y en un sur chaque sujet. Au début de décembre 2022 j'ai organisé un sondage parmi mes lecteurs pour connaître leur avis sur l'issue potentielle de la guerre. Deux variantes de réponses les ont été proposées: (a) la guerre finira sur le champ de bataille et (b) la guerre finira par la voie diplomatique. Je laisse de côté les remarques de ceux qui ont qualifié ce sondage de « provocateur » et vous

donne le résultat net: 60% de répondants ont choisi l'option « a » et 40% l'option « b ».

Je ne sais pas comment cette guerre va se terminer et si mon journal lui survivra.

N.S.

Humanitaire

Permis de protection S

Le conflit en Ukraine continue de causer un impact terrible sur le plan humanitaire. On dénombre en effet (état au 17.01 selon l'Organisation internationale des migrations (OIM) basée à Genève, 17,7 millions de personnes ayant quitté le territoire de l'Ukraine; à cela s'ajoutent environ 5,9 millions de personnes déplacées, à l'intérieur des frontières. Depuis l'été, un mouvement de retour s'est cependant amorcé: près de 9,6 millions de personnes sont ainsi rentrées dans leur pays.

On dénombre près de 4,9 millions d'Ukrainiens dans l'espace Schengen, dont notamment 1'022'000 en Allemagne, 119'000 en France, 168'000 en Italie et 92'000 en Autriche. La Pologne accueille le nombre de le plus élevé: 1'563'386. A noter que près de 2,852'395 millions de personnes ayant fui l'Ukraine sont inscrits en tant que réfugiés en Russie, selon le Haut Commissariat aux réfugiés (UNHCR). Les chiffres UNHCR sont accessibles sur le lien suivant: https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine

En Suisse, un statut particulier de protection S (Schutz) a été établi le 12.02.2022. Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) comptabilise 76'096 personnes ayant fait une demande pour un permis S; 73'080 demandes ont été accordées et 1'019 refusées; 1'042 dossiers sont en cours de traitement au 19.01. A noter qu'un mouvement de retour est perceptible depuis l'été et 8'344 dossiers ont été radiés et 1'283 cas sont en cours de traitement.

Après un premier accueil et un enregistrement dans les centres fédéraux d'asile (CFA), les requérants sont dirigés vers les cantons selon une clé de répartition proportionnelle à la population. Fribourg 3,8%, Genève 5,8%, Jura 0,9%, Neuchâtel 2,0%, Vaud 9,4% et Valais 4,0%.

Les informations du SEM sont disponibles sur: https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home.html

La clé d'attribution (Ordonnance 1 sur l'asile, OA 1; Annexe 3): https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/359/fr#a21

